VILLE DE SAINT-PIERRE-EN-AUGE

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 FEVRIER 2018

COMPTE RENDU

La convocation a été adressée le 8 février 2018.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Jacky MARIE, Maire.

Mme Véronique MAYMAUD, Mme Françoise FRANÇOIS, M. Claude LACOUR, Mme Danièle VESQUE, M. Daniel ROUGET, M. Alain MARIE, M. Jean-François MASSON, Mme Josiane HEYER, Adjointes au Maire.

M. Philippe DESFORGES, M. Gilbert TIRARD, M. Vincent HERICHER, Mme Catherine LAISNE, M. François BUFFET, M. Charles DESCHAMPS, M. Emmanuel MOREL, Mme Elisabeth LACHAUME, M. Jean-Pierre HOSTE, M. Alain COEURET, M. Alfred GUAIS, Mme Catherine VAUCOULEUR, Mme Véronique CAPRON, Mme Barbara DELAMARCHE, M. Denis DUBOIS, M. Christian VAN DER WAGEN, M. Jacques MADELINE, Mme Christiane DORLEANS, Mme Josette MEZIERE, M. Marcel LIARD, Mme Marie-Jeanne AGIS, M. Jean-Pierre AGIS, Mme Léa VERSAVEL, M. Emmanuel BRESSON, M. Hubert PITARD-BOUET, Mme Simone MARETTE, M. Michel SERVAGER, M. Francis BLOT, Mme Brigitte MAURICE, Mme Janine KONCEWIECZ, M. Jean-Luc BÉQUART, M. Michel VAN DER WAGEN, Mme Martine GRAVELLE, M. Gérard BISSON, Mme Brigitte MADELINE, Mme Annie PARÉ, M. Dominique PICOT, Mme Nadine OURSELIN, Mme Sonia GRIERE, Mme Charlotte CAUCHARD, M. Gérard MONROT, Mme Brigitte FERRAND, Mme Sylviane PRALUS, M. Bernard GASNIER, M. Christophe SUARD, M. Michel DAIGREMONT, M. Jean-Marie PEYNARD, Mme Valérie BREVAL, M. Alain BELVEYRE, Mme Catherine LAURENT, Mme Catherine SADY, M. Guy AUGUSTE, conseillers municipaux.

ÉTAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mme Marie-Hélène BESNIER ...	donne pouvoir à	M. Daniel ROUGET
M. Jacky LAIGRE	donne pouvoir à	Mme Véronique CAPRON
Mme Annie MOTTE	donne pouvoir à	M. Jacky MARIE
M. Claude PICQUE	donne pouvoir à	M. Alfred GUAIS
M. François PEPIN	donne pouvoir à	M. Denis DUBOIS
Mme Marie-Pierre HEURTAUX.	donne pouvoir à	Mme Marie-Jeanne AGIS
Mme Liliane DEPARIS	donne pouvoir à	M. Gérard BISSON
M. Frédéric RUSSEAU	donne pouvoir à	M. Michel VAN DER WAGEN
M. Jean-Louis THORIS	donne pouvoir à	M. Alain MARIE
M. Mickaël CATTEAU	donne pouvoir à	M. Michel DAIGREMONT
M. Pierre RADÉ	donne pouvoir à	Mme Catherine SADY

M. Dominique PICOT a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire présente Monsieur DRIE, trésorier de LIVAROT, trésorerie à laquelle est désormais rattachée la commune. Il précise également que suite à la réunion de la Commission d'Appel d'Offres, le sujet n° 10 concernant l'aménagement d'une voie d'accès et d'un parking à l'Eglise de Berville est finalement reporté à une date ultérieure afin de permettre à la commune de poursuivre la réflexion engagée.

PROCES-VERBAL SEANCE DU 19 DECEMBRE 2017 : APPROBATION

Le procès-verbal de la précédente réunion est adopté à l'unanimité.

1 DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Monsieur Claude LACOUR expose :

En application de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les communes de plus de 3.500 habitants, le maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires. Ce rapport donne lieu à un débat en Conseil Municipal.

- ✕ *Monsieur DRIE intervient alors afin de présenter son analyse de la situation de SAINT-PIERRE-en-AUGE. Il explique avoir repris la gestion de la comptabilité de la commune depuis le 1^{er} janvier, et à ce titre, avoir relevé 2 points principalement, témoignant d'une situation délicate et nécessitant de rester vigilant et dégager des excédents de fonctionnement.*

Le premier point concerne la reprise des emprunts pour 4 millions d'euros lors du retour de compétences de la Communauté de Communes des 3 Rivières, multipliant par 2 l'endettement de la commune. Il remarque que si la situation n'est pas alarmante, il convient cependant de garder à l'esprit que sans la création de la commune nouvelle, certaines communes se seraient trouvées en grande difficulté financière.

Le second point concerne les Budgets Assainissement, Monsieur DRIE remarque qu'à l'examen des différents soldes, il s'avère opportun de réunir les 3 budgets EU en un seul. Concernant le Budget annexe AEP, à l'occasion du transfert de compétence au Syndicat EAUX SUD CALVADOS, il faudra veiller à conserver la part la plus importante possible de l'excédent.

- ✕ *Madame PRALUS remercie Monsieur DRIE et à la suite de ces explications, souhaite lire au Conseil la déclaration suivante :*

**Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs les adjoints,
Mesdames et Messieurs les conseillers,**

Le DOB doit permettre aux élus de s'exprimer sur la situation financière de leur collectivité. Pour la première fois, nous disposons de documents simples, clairs et précis qui nous permettent d'apprécier la réalité de la situation financière de notre collectivité. C'est une grande avancée et il convient de remercier les administratifs qui les ont établis.

Avant de revenir sur une proposition d'orientation budgétaire, ces documents nous permettent de dresser un état des lieux financiers précis mais malheureusement alarmant.

Comment en sommes nous arrivés à une telle situation ?

Le constat

Depuis 3 ans, vous nous avez fait rêver !!! D'inauguration en inauguration, nous en sommes arrivés à croire que l'argent coulait à flots à Saint-Pierre en Auge

Ces dernières années, les investissements se sont succédé à cadence soutenue sans ne jamais faire de pause. Ces investissements ont été engagés alors que nous n'avions aucune recette supplémentaire et que l'Etat se désengageait progressivement.

Que ce soit au niveau de la CC3R ou du conseil municipal de Saint-Pierre/Dives, le discours a toujours été très rassurant. Le financement n'a jamais été un problème puisqu'il y avait des subventions. Pourquoi dès lors s'inquiéter ? Tout allait bien.

Mais aujourd'hui, nous sommes rattrapés par la réalité.

On peut toujours faire croire à la population qu'elle peut rouler en Rolls alors qu'elle a les moyens de seulement rouler en 2 CV. Arrive toujours un moment où elle n'a même plus les moyens de remplir le réservoir

Dernièrement encore, lorsque nous nous étonnions qu'une seconde personne chargée de communication avait été embauchée, on nous répondait à 3 reprises, « c'est budgété. » Mais un budget c'est avant tout des dépenses et des recettes... Et prévoir des dépenses sans recettes contribue à inévitablement à dégrader une situation financière déjà bien compliquée pour ce qui nous concerne.

Autre exemple : refaire l'entrée de la mairie. Y avait-il une urgence à refaire des travaux alors que l'équipe municipale précédente avait déjà refait l'accueil ?
Aujourd'hui, vous engagez des travaux dans l'ancienne perception, est-ce une nécessité ? N'oublions pas que ce bâtiment a fait l'objet d'une très coûteuse rénovation lors du mandat précédent et que nous en payons encore les emprunts.

Nos priorités Budgétaires

Dans un débat d'orientation budgétaire, nous devons définir des priorités mais quelles priorités définir alors que nous ne pouvons pas -pour cette année- faire face à nos annuités-

Les chiffres qui nous ont été fournis font état,

- d'une **Capacité d'Autofinancement Négative**,
- d'un niveau d'annuités trop élevé par rapport à notre capacité de 2 millions d'€ de la gendarmerie nous soit « rétrocedé » en fin d'année sachant que nous avons une dette de l'ordre de 10 Millions d'euros.

Il est bon de rappeler que Livarot et Orbec ont financé leur gendarmerie sur leurs fonds propres, que le département a financé celles de Lisieux et Mézidon. Alors pourquoi l'agglo reprendrait cette compétence et surtout l'investissement qui s'y rattache ?

Dans ces conditions, il importe de différer tout ce qui peut l'être.

Nous ne parlons pas de supprimer mais **il faut impérativement différer les projets du skate-park et de l'aménagement du cimetière de Berville, 2 investissements pour un total de près de 300 000 €.**

Sur les priorités à établir en matière d'investissement, il apparaît qu'il faut finir ce qui a été commencé avant d'entamer d'autres projets

Enfin, pour terminer, et ce sont là-encore les chiffres présentés, nous avons largement dépassé le seuil d'alerte en terme de ratio/d'extinction de la dette. Il est préconisé d'avoir un ratio à 5/6 ans. Le seuil d'alerte est à 12 ans et nous ne sommes pas loin de 15 ans. Dans une telle situation, le préfet est en droit d'alerter la cour régionale des comptes. Alors réagissons avant d'être dans cette situation défavorable !.

Voilà notre proposition.

Maintenant, nous attendons la vôtre, Monsieur le Maire.

Quelles stratégies à court, moyen et long-termes envisagez-vous mettre en place pour redresser la barre ?

L'opposition municipale

- × *Monsieur le Maire rappelle que SAINT-PIERRE-en-AUGE existe depuis une année seulement. Concernant les travaux en cours dans les locaux de la Trésorerie, il explique qu'il ne s'agit que de monter, en Régie, une cloison avec une porte afin d'y installer le C.C.A.S., et le Point INFO, à l'occasion du regroupement de tous les services administratifs en Mairie.*

Quant aux travaux réalisés pour l'Accueil de la Mairie, il les a estimés indispensables afin de garantir la confidentialité aux usagers, en même temps que la remise aux normes nécessaire, d'autant qu'avec la création de la Commune nouvelle, la fréquentation par les usagers a progressé.

- ✗ Monsieur MOREL, concernant les travaux ajournés pour l'accès à l'église de BERVILLE, explique qu'effectivement, si le projet, à ce jour, n'est pas suffisamment mûr, il n'en reste pas moins nécessaire, dans le cadre de la reconstruction de l'Eglise de budgéter les travaux pour l'accès, estimés à 17 000 € (voirie + plate-forme). La consultation, jugée trop onéreuse, sera revue.
- ✗ Monsieur le Maire évoque les stratégies à mettre en place, notamment les économies à rechercher. Il explique que la masse salariale a déjà été contenue, en 2017, par rapport à 2016.
- ✗ Monsieur DAIGREMONT rappelle les raisons des emprunts contractés par la Communauté de Communes des 3 Rivières qui concernaient la construction d'une école neuve (BISSON), d'un complexe sportif, de la Gendarmerie, du Pôle Santé et la remise en état du réseau de voirie.
- ✗ Monsieur le Maire confirme qu'il s'agit de choix arrêtés collectivement, au sein de la Communauté de Communes des 3 Rivières.
- ✗ Monsieur LACOUR rappelle à son tour l'analyse de la DGFIP pour la commune de SAINT-PIERRE-SUR-DIVES : en 2012, la situation était saine. En 2014, le CA 2013 présentait un déficit de 678 000 euros (ancienne municipalité).
- ✗ Madame FERRAND demande quelle serait la conséquence d'un report d'un emprunt qui aurait dû être souscrit en 2013.
- ✗ Madame VERSAVEL demande quelles perspectives en matière d'investissement conservent les communes historiques possédant encore une réserve de fonds.

Monsieur le Maire rappelle que certaines communes n'ont plus d'excédent.

Mme VERSAVEL repose la question pour celles qui ont encore des possibilités d'investissement.

Monsieur le Maire explique que la décision sera à prendre collectivement.
- ✗ Monsieur BUFFET rappelle les conditions de sortie de la Communauté de Communes des 3 Rivières et la spécificité du départ de VENDEUVRE.

Monsieur DRIE confirme ce cas particulier, et qu'il convient à cet effet, d'engager une réflexion sur la participation à la quote part des emprunts.

Même si une participation de la commune de VEUDEUVRE au remboursement des emprunts, pourrait être recherchée, il convient cependant de veiller au fait qu'elle pourrait aussi demander à la commune d'être remboursée de la part des immobilisations désormais propriétés de la seule commune de SAINT-PIERRE-en-AUGE.

Monsieur BUFFET rappelle le conseil de la Trésorerie à l'époque du transfert d'un emprunt de VENDEUVRE.

Monsieur DRIE explique qu'il n'a pas d'éléments sur la dette à ce jour mais qu'il engagera des recherches.

Monsieur le Maire regrette que ce sujet n'ait pas été traité avant le départ de VENDEUVRE.

Monsieur DRIE confirme, pour ce qu'il en sait, qu'il est, en effet, un peu tard.

Monsieur DAIGREMONT indique avoir soumis cette problématique au Préfet. Il lui avait été répondu que les collectivités concernées disposaient d'un an pour solutionner ce sujet à compter du départ de VENDEUVRE.

Monsieur DRIE conseille plutôt de regarder devant plutôt que vers le passé, afin de dégager des solutions.

Madame SADY demande pourquoi les emprunts restitués aux communes auraient généré des difficultés, en dehors de la création de la commune nouvelle.

Monsieur DRIE rappelle que certaines n'auraient pas été en mesure d'assumer la répartition des travaux lors du retour des compétences.

Madame OURSELIN rappelle que la commune assume des emprunts de voirie pour VENDEUVRE.

Monsieur le Maire souligne, d'ailleurs, que des emprunts ont été également souscrits pour des travaux sur l'école de VENDEUVRE.

Monsieur DRIE précise que l'identification des voies concernées sera possible avec le transfert des immobilisations.

Madame VERSAVEL souligne qu'il aurait convenu d'anticiper.

Monsieur DRIE répond que la priorité a été mise sur la fixation de l'attribution de compensation.

Madame VERSAVEL souhaite voir précisé dans quel délai.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit d'un travail énorme pour les Services de la Communauté d'Agglomération, en particulier.

Monsieur DRIE confirme les difficultés à retrouver les éléments, il pense toutefois que la situation devrait se clarifier vers la fin 2018. Le retour des immobilisations est un sujet à solutionner avec la communauté d'Agglomération Lisieux Normandie.

Monsieur LACOUR souligne qu'en effet, les dossiers sont détenus à la Communauté d'Agglomération.

- ✘ *Madame PRALUS demande si la commune est en capacité de récupérer l'emprunt contracté pour la Gendarmerie, s'élevant à 2 millions d'euros.*

Monsieur LACOUR rappelle que cette opération générerait un déficit annuel de 16 000 € dans le plan de financement prévisionnel, déjà à l'époque de la Communauté de Communes des 3 Rivières.

Monsieur le Maire explique que c'est justement la reprise de ce prêt qui aggraverait l'endettement de la commune et entraînerait une incapacité durable, pour la commune, de souscrire un nouvel emprunt.

Madame VERSAVEL estime forte la probabilité du retour de cet emprunt et demande quelles seront alors les perspectives pour la commune.

Monsieur le Maire précise que la décision concernant cet éventuel retour de compétence doit intervenir avant le 31 décembre 2018.

Monsieur DAIGREMONT rappelle qu'il avait été convenu avec les 5 présidents des Communautés de Communes que cette compétence passe à la Communauté d'Agglomération au 31 décembre 2018.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- PREND ACTE du Débat d'Orientation Budgétaire.

2 ENGAGEMENT D'INVESTISSEMENTS AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF

Monsieur Claude LACOUR expose :

M. LACOUR rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (Article L1612-1 modifié par la [LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 \(VD\)](#))

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

BUDGET PRINCIPAL TTC

N° compte	Opération	Fonction	Titulaire	Travaux	Montant
2128	402	833	SVB	Aménagement pastoraux Billot	7 500,00 €
21568	405	113	LEMALLIER	Réserve incendie citerne Berville	1 576,80 €
21568	701	113	SAUR	Remplacement poteau incendie	2 499,50 €
21318	902	324	LEFEVRE	Tour St Michel STPAUGE	152 565,00 €
165		71	DIVERS LOCATAIRES	Dépôt de garantie à rembourser (2013 à 2018)	1 357,50 €
2315	1502	822	SERVICAD	Place Mazier	2 166,00 €
21312	1507	213	HAVIN Rémy	Interphone garderie - Ecole Ste M. de Viette	1 125,00 €
2313	1507	213	J. MARIE	Ecole Ste M. de Viette - lot 12 (Programme 2013)	299,36 €
21312	1507	213	LUMISTORES	Store Ecole de Ste M. de Viette	894,00 €
2183	1509	020	IBC DIALOGUE	Ordinateur Service Administratif	489,60 €
205	1509	213	ARPEGE	Logiciel gestion repas cantine	22 557,60 €
2051	1509	020	IBC DIALOGUE	Licence 2018	3 660,00 €
21571	1511	821	ACOMETIS PRODUC	Saleuse sableuse automatique	18 742,00 €
2182	1511	020	SIEPA	Véhicule SIEPA	2 500,00 €
					217 932,36 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- AUTORISE Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets principal et annexes de l'exercice 2017 (dans la limite des crédits indiqués ci-dessus par chapitre et non compris les crédits afférents au remboursement de la dette) dans l'attente de l'adoption du budget primitif.

Monsieur le Maire expose :

Communes de 1 000 habitants et plus : modification de la représentation (diminution du nombre de sièges de conseillers communautaires)

Entre deux renouvellements généraux des Conseils Municipaux, une nouvelle composition du Conseil Communautaire doit être établie en cas d'extension du périmètre d'un EPCI à fiscalité propre par l'intégration d'une ou plusieurs communes, ou de la modification des limites territoriales d'une commune membre.

Cette recomposition entraîne une nouvelle détermination du nombre de sièges de conseillers communautaires et une nouvelle représentation pour les communes membres.

A compter du 1^{er} janvier 2018, la commune de SAINT-PIERRE-EN-AUGE disposera de 13 sièges de conseillers communautaires à la communauté d'Agglomération LISIEUX Normandie issue de l'extension de son périmètre aux communes de NOTRE-DAME-DE-LIVAYE, CAMBREMER, NOTRE-DAME-D'ESTREE-CORBON, SAINT-OUEN-LE-PIN, MONTREUIL-EN-AUGE, SAINT-LAURENT-DU-MONT, soient 3 sièges de moins.

L'article L.5211-6-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une nouvelle élection a lieu pour élire les conseillers communautaires. Les sièges des conseillers communautaires ne sont pas maintenus.

Le Conseil Municipal doit élire les nouveaux conseillers communautaires. Ces nouveaux conseillers sont élus par le Conseil Municipal parmi les conseillers communautaires sortants au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. La répartition des sièges entre les listes est opérée à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

Les listes et résultats des élections municipales et communautaires de 2014 ne sont pas pris en compte. Il s'agit d'une élection au sein du Conseil Municipal totalement indépendante.

Aussi, invité à procéder à ces élections :

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 décembre 2017 portant extension du périmètre de la Communauté d'Agglomération LISIEUX NORMANDIE ;

VU l'article L. 5211-6-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT que la commune de SAINT-PIERRE-EN-AUGE dispose désormais de 13 sièges de conseillers communautaires et perd donc 3 sièges ;

CONSIDERANT que le Conseil Municipal doit procéder à de nouvelles élections pour élire les conseillers communautaires ;

CONSIDERANT que les nouveaux conseillers communautaires sont élus par le Conseil Municipal parmi les conseillers communautaires sortants au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. La répartition des sièges entre les listes est opérée à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

Et alors qu'il lui est proposé de désigner :

Titre	Nom	Prénom
Monsieur	MARIE	Jacky
Madame	MAYMAUD	Véronique
Madame	VERSAVEL	Léa
Madame	SADY	Catherine
Monsieur	LACOUR	Claude
Monsieur	ROUGET	Daniel
Monsieur	MARIE	Alain
Monsieur	MOREL	Emmanuel
Monsieur	DUBOIS	Denis
Madame	AGIS	Marie-Jeanne
Monsieur	GASNIER	Bernard
Monsieur	DAIGREMONT	Michel
Monsieur	PITARD-BOUET	Hubert

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DESIGNER les Conseillers Communautaires précités pour siéger au sein de la Communauté d'Agglomération de Lisieux Normandie.

✘ *Monsieur le Maire remercie les 3 conseillers qui, en décidant de se retirer, ont permis de solutionner cette désignation.*

Monsieur DESCHAMPS demande toutefois que les Conseillers veillent à rester présents sur les Commissions auxquelles il ne siègera plus.

✘ *Madame OURSELIN demande si une réélection sera effectuée également pour la gouvernance de la Communauté d'Agglomération.*

Monsieur le Maire répond que non.

Madame OURSELIN précise toutefois que la démarche pourrait être différente en cas de nouvelles candidatures de communes.

4	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LISIEUX NORMANDIE - ACTE FONDATEUR – ADOPTION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LISIEUX NORMANDIE – RESTITUTION DE COMPETENCE
---	---

Monsieur le Maire expose :

L'arrêté préfectoral, en date du 2 décembre 2016, portant création de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie, définit dans son article 4 ses compétences, correspondant à l'agrégat des compétences des 5 Communautés de Communes ayant fusionné. Il est précisé que ces compétences sont celles étant réellement exercées à la date de la création de la Communauté d'Agglomération, puisqu'à la date de l'arrêté, des modifications et réductions de compétence avaient été engagées par 4 des 5 Communautés de Communes, notamment en matière de voirie, de scolaire, d'équipements sportifs.

Conformément au vademecum de l'Acte Fondateur (partie II), et aux orientations arrêtées lors des Séminaires des Exécutifs des 4 avril et 4 décembre 2017, **il est proposé d'adopter les statuts de la Communauté d'Agglomération** afin :

- D'avoir une rédaction des statuts conforme à l'Acte Fondateur, sans que celle-ci corresponde à un agrégat de compétences, qui de plus a été modifié par les arrêtés préfectoraux portant réduction de compétences des Communautés de Communes de l'Orbiquet, du Pays de Livarot, des Trois Rivières et de la Vallée d'Auge.
- D'acter la prise de compétence Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter du 1er janvier 2018 en application de la loi NOTRe.
- D'acter les prises de compétence inscrites dans l'Acte Fondateur, à savoir la gestion des équipements touristiques, la voirie d'intérêt communautaire, l'entretien des haies.
- De prendre la compétence « création, aménagement et entretien de crématorium ».

S'agissant de l'exercice des compétences subordonnées à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, il est rappelé que, selon les termes du 5^{ème} alinéa de l'article L5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales, cet intérêt est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant la fusion.

D'ores et déjà, par délibération en date du 6 juillet 2017, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie a reconnu d'intérêt communautaire, à compter du 1^{er} septembre 2017 :

Pour la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs », les équipements suivants :

- Le pôle muséal (ex-LINTERCOM) comprenant le Château de Saint Germain de Livet, le musée d'art et d'histoire situé à Lisieux et l'école d'arts plastiques située à Lisieux (quartier de Hauteville).
- Le musée situé à Orbec.
- Le Théâtre de Lisieux Pays d'Auge, l'atelier théâtre hébergeant à Lisieux la compagnie Tanit Théâtre, la salle de spectacle « La Loco » située à Mézidon Vallée d'Auge.
- Les Médiathèques situées à Lisieux et à Livarot Pays d'Auge (sur la commune historique de Livarot), les bibliothèques situées à Orbec, à SAINT-PIERRE-en-AUGE (sur la commune historique de Saint-Pierre-sur-Dives) et à Mézidon Vallée d'Auge (sur la commune historique de Mézidon-Canon)
- Le centre culturel situé à Livarot Pays d'Auge (sur la commune historique de Livarot), l'école de musique située à Orbec, l'école de musique située à SAINT-PIERRE-en-AUGE (sur la commune historique de Saint-Pierre-sur-Dives), l'école de musique située à Mézidon Vallée d'Auge (sur la commune historique de Mézidon-Canon), le conservatoire de musique et de danse situé à Lisieux.
- L'atelier d'arts plastiques d'Orbec (géré par une association, dans un local de la commune d'Orbec), les ateliers d'arts plastiques de Mézidon Vallée d'Auge (gérés par une association).
- Les centres aquatiques « Le Nautile » situé à Lisieux, et celui situé sur la commune historique de Saint-Pierre-sur-Dives (Bassin d'Apprentissage à la Natation et bassins extérieurs).

Pour la compétence «action sociale», les équipements suivants :

- La Maison de la Petite Enfance située à Lisieux, incluant le RAM.
- La Maison de la Petite Enfance (en construction) située sur la commune historique de Livarot, incluant le RAM.
- La Maison de la Petite Enfance (dont la construction va être lancée) sur la commune historique de Mézidon-Canon, incluant le RAM.
- Les Maisons de la Petite Enfance (qui seront construites) sur les communes historiques de Orbec et de Saint-Pierre-sur-Dives.
- les RAM situés sur les communes historiques de Orbec et de Saint-Pierre-sur-Dives
- les Pôles de Santé Libéraux et Ambulatoires situés sur les communes historiques de Orbec, de Livarot, de Saint-Pierre-sur-Dives, de Mézidon-Canon, de Lisieux et de leurs antennes.

Compte tenu du projet de statuts tel qu'annexé, de l'intérêt communautaire défini ci-dessus, le Conseil Communautaire, en application de l'article L5211-41-3-III du CGCT, doit prendre acte de la **restitution des compétences** en découlant :

- *D'une part, ont été restituées à compter du 1^{er} septembre 2017 par délibération N°2017.90 en date du 6 juillet 2017 :*
 - la bibliothèque située sur la commune historique de Fervaques à la commune de Livarot Pays d'Auge ;
 - le complexe NICOLAS BATUM, et toutes les activités y étant rattachées à la commune de Moyaux (pour mémoire, il a été acté que la Communauté d'Agglomération continuerait à gérer cette compétence par délégation de la commune de Moyaux, le temps que celle-ci se structure) ;
 - la MARPA située sur la commune historique de Fervaques à la commune de Livarot Pays d'Auge (pour mémoire, il a été acté que la Communauté d'Agglomération continuerait à gérer cette compétence par délégation jusqu'au 31 décembre 2017) ;
 - le lieu de vie situé sur la résidence du lavoir à Moyaux à la commune de Moyaux ;
 - la salle JEAN VILAR à la commune de Mézidon Vallée d'Auge.
- *D'autre part, a été restituée aux Communes la compétence optionnelle Service Public d'Assainissement Non-Collectif à compter du 1^{er} janvier 2018 par délibération N°2017.90 en date du 9 novembre 2017.*
- *Enfin, toutes les compétences qui ne figurent plus dans les présents statuts de la Communauté d'Agglomération sont restituées aux Communes à compter du 1^{er} janvier 2018, étant précisé que certaines compétences n'étaient pas réellement exercées ou avaient une formulation différente de celle retenue dans les présents statuts.*

Ainsi, sont restituées au 1^{er} janvier 2018 notamment :

- Le curage des fossés des voies communales desservant au moins une habitation aux Communes de l'ex territoire de LINTERCOM Lisieux Pays d'Auge.
- Le réseau d'eaux pluviales aux Communes de l'ex territoire de Vallée d'Auge.
- L'éclairage public (y compris l'achat d'électricité) aux Communes de l'ex territoire de Vallée d'Auge.

En revanche, pour la compétence facultative exercée par l'ex-territoire des Trois Rivières « **Gendarmerie : construction ou aménagement de locaux pour la gendarmerie nationale et gestion immobilière de ces locaux** », il apparaît prématuré de se prononcer dès maintenant sur sa restitution. En effet, la construction de cet équipement n'étant pas achevée, il n'est pas possible de mesurer les impacts financiers de l'exercice de cette compétence.

L'article L5211-41-3 III du CGCT ouvrant un délai de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2017 pour décider d'une éventuelle restitution aux communes, il est proposé de constituer un groupe de travail afin de permettre au Conseil Communautaire de se prononcer avant le 31 décembre 2018 sur la restitution de cette compétence facultative.

Il est rappelé qu'en vertu de l'article L5211-17 du CGCT, les statuts doivent être adoptés par délibérations concordantes de la Communauté d'Agglomération et des Communes membres. En application de l'article L5211-5-II du CGCT, la majorité qualifiée requise est acquise par un vote favorable de la moitié au moins des Conseils Municipaux représentant les deux tiers de la population, comprenant le Conseil Municipal dont la population est supérieure du quart de la population totale. A compter de la notification de la délibération de l'EPCI, chaque Conseil Municipal dispose d'un délai de 3 mois pour délibérer. A défaut, la décision est réputée favorable.

Une fois la majorité acquise, le transfert de compétences est prononcé par arrêté du Préfet.

Ceci exposé :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'Acte Fondateur de la Communauté d'agglomération Lisieux Normandie validé le 17 octobre 2016 par les Conseils Communautaires de la Communauté de Communes LINTERCOM Lisieux Pays d'Auge Normandie, de la Communauté de Communes de la Vallée d'Auge, de la Communauté de Communes des Trois Rivières, de la Communauté de Communes du Pays de Livarot et de la Communauté de Communes du Pays de l'Orbiquet ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 décembre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie, issue de la fusion de la Communauté de Communes LINTERCOM Lisieux Pays d'Auge Normandie, de la Communauté de Communes de la Vallée d'Auge, de la Communauté de Communes des Trois Rivières, de la Communauté de Communes du Pays de Livarot et de la Communauté de Communes du Pays de l'Orbiquet, conformément à l'article L5210-1-1 du CGCT, à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 décembre 2017 portant extension de périmètre de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie ;

VU la délibération 2017.179 de la Communauté d'Agglomération en date du 14 décembre 2017 approuvant les statuts de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie ;

Après en avoir délibéré, par 70 voix POUR, 1 voix CONTRE et 1 ABSTENTION, le Conseil Municipal :

- APPROUVE le projet de statuts joints à la présente ;
- PREND ACTE des restitutions de compétence telles que listées ci-dessus, et n'incluant pas la compétence facultative exercée par l'ex-territoire des Trois Rivières « **Gendarmerie : construction ou aménagement de locaux pour la gendarmerie nationale et gestion immobilière de ces locaux** » ;
- RAPPELLE que conformément à l'article L5211-41-3 III du CGCT, le Conseil Communautaire dispose d'un délai de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2018, pour se prononcer sur la restitution de la compétence exercée par l'ex-territoire des Trois Rivières « **Gendarmerie : construction ou aménagement de locaux pour la gendarmerie nationale et gestion immobilière de ces locaux** » ;
- RAPPELLE qu'il revient à la CLECT de la Communauté d'Agglomération d'adopter un rapport garantissant la neutralité des transferts de charges induits par ces définitions de l'intérêt communautaire et ces restitutions de compétence.

5 COMMUNAUTE AGGLOMERATION LISIEUX NORMANDIE : ACTE FONDATEUR
– ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES
– ATTRIBUTION DE COMPENSATION PROVISOIRE

Monsieur Claude LACOUR expose :

En application des dispositions du paragraphe V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, l'Etablissement Public Intercommunal verse à chaque commune membre une attribution de compensation.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur E.P.C.I. lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique.

C'est une dépense obligatoire de l'EPCI ou, le cas échéant, des communes membres, si l'attribution de compensation est négative.

D'une façon générale, les attributions de compensation sont égales aux ressources transférées moins les charges transférées, neutralisant la première année, les flux financiers des transferts.

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées, afin de permettre le calcul des attributions de compensation (1 du 5° du V de l'article 1609 nonies C).

La C.L.E.C.T. établit un rapport détaillé sur les transferts de compétences, de charges et de ressources. Ce rapport est transmis à chaque commune membre de l'E.P.C.I. qui doit en débattre et le voter avant le 31 décembre de l'année de fusion et, par la suite, avant le 31 décembre de l'année des nouveaux transferts.

Le Conseil Communautaire arrête le montant définitif des attributions de compensation pour chacune de ses communes membres en s'appuyant sur le rapport de la C.L.E.C.T.

Dans le cas de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie, et compte-tenu de la création au 1^{er} janvier 2017 par fusion de 5 E.P.C.I., il a été procédé à une modification provisoire des attributions de compensation calée, pour l'essentiel, sur les éléments de l'exercice 2014 ou 2015 transmis par les anciennes Communautés de Communes.

Afin de préparer les travaux de la CLECT, un groupe de travail a été créé. Il est composé de 15 membres (3 membres pour chacune des anciennes Communautés de Communes), du Vice-Président en charge des Finances, et de 2 animateurs, à savoir Serge TOUGARD et Daniel DESHAYES.

Le groupe de travail s'est réuni aux dates suivantes :

- 9 Mai 2017,
- 15 Mai 2017,
- 30 juin 2017,
- 22 août 2017,
- 10 octobre 2017,
- 9 novembre 2017,
- 16 novembre 2017.

La CLECT s'est réunie aux dates suivantes :

- 20 juin 2017 : Installation de la CLECT, Election du Président et des Vice-Présidents, Méthode de Travail, FPIC,
- 13 septembre 2017 : Pacte Financier et Fiscal « volet fiscal »,
- 28 novembre 2017 : Pacte Financier et Fiscal de Solidarité version complète, rapport de CLECT sur les compétences restituées aux communes au 1^{er} janvier 2017.

Lors de cette dernière réunion le rapport de CLECT a été approuvé. Par conséquent, il est proposé de nouvelles attributions de compensation « provisoires » en attendant que les conseils municipaux délibèrent. Les attributions de compensation modifiées figurent en annexe du rapport de CLECT.

Il est précisé que la CLECT a inscrit dans son rapport des clauses de revoyure (page 21) puisque l'ensemble des impacts liés à la création de la Communauté d'agglomération n'a pu être étudié.

De même, la CLECT a validé la proposition des animateurs de réviser le montant des attributions de compensation en cas d'erreur manifeste.

Ainsi exposé :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 décembre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie ;

VU la délibération en date du 13 février 2017 arrêtant les attributions de compensations provisoires de l'année 2017 ;

VU la délibération en date du 14 décembre 2017 de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie arrêtant les montants des attributions de compensations provisoires pour les communes membres de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie, tels que présentés dans le rapport annexé ;

* *Monsieur DESFORGES remarque certaines différences dans les montants.*

Monsieur LACOUR précise qu'il s'agit alors de la différence entre montants bruts ou montants nets.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE le rapport de la CLECT tel qu'annexé à la présente.

6 CONVENTION DE PERCEPTION DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF AVEC LA SAUR

Monsieur Alain MARIE expose :

Afin de recouvrer les redevances d'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire, il est nécessaire conformément au décret n° 2000-237 du 13 mars 2000, de missionner la Société en charge du Service de distribution publique d'eau potable.

C'est pourquoi, il vous est proposé de conclure une convention avec la SAUR dont les principaux termes seront :

- Perception par la SAUR de la redevance des usagers raccordés au réseau d'assainissement sur les communes de l'ancien SIVU de la VIETTE et de la commune de l'OUDON (en partie).
- Reversement à la Collectivité du produit de cette redevance au 1^{er} avril et au 1^{er} octobre.
- Rémunération de la SAUR : 2,60 € H.T. par facture émise (révisable annuellement).
- Echéance de la convention : 31 décembre 2024 sauf dénonciation anticipée moyennant un préavis préalable de 6 mois.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE la passation de cette convention ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document afférent.

* *Mme VERSAVEL porte à la connaissance du Conseil que les compétences Eau et Assainissement seront transférées à la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie en 2020.*

Monsieur Alain MARIE expose :

Suite à l'accident d'ALLINGES en 2008, l'Etat a demandé à SNCF Réseau de mettre en place des solutions concrètes pour diminuer l'accidentologie, notamment en supprimant le maximum de passages à niveau à trafic routier faible.

Suite à l'évolution du contexte et à la nécessité de faire baisser le nombre d'accidents aux passages à niveau, ERA a été chargé par SNCF Réseau de réaliser une étude plus générale sur l'ensemble des passages à niveau de la région Normandie, afin d'identifier, ligne par ligne, les passages à niveau potentiellement supprimables et de présenter des premières propositions aux communes concernées.

Sur la base de ces propositions et d'échanges avec SNCF Réseau, la commune est appelée à se prononcer sur les solutions à retenir par avis du Conseil Municipal.

Lors d'une réunion préparatoire le 14 décembre 2017, ERA a présenté les premières propositions pour le PN 116.

La ligne ALENÇON – MEZIDON est située dans deux départements, Orne et Calvados. La ligne suit un itinéraire marqué par un contexte agricole fort. Cette activité économique peut être très contrainte par des fermetures de passage à niveau (allongement de parcours, gabarit important du matériel agricole, etc.)

Ce passage à niveau est très peu utilisé avec un trafic inférieur à 100 véhicules/jour. Un pont-rail (RD 40) au gabarit routier (4,40 m) est situé à 430 m au Nord avec des voiries latérales de part et d'autre de la voie ferroviaire qui le relie au PN. Cette configuration amène SNCF Réseau à proposer la fermeture du PN 116 par un rabattement vers le pont-rail. A noter que ce pont-rail a fait l'objet de travaux en 2008 par le CD 14 pour le rendre compatible au gabarit routier (4,40 m de hauteur libre).

Les élus présents ont exprimé leur désaccord sur ce point en précisant que ce PN est l'unique passage pour les convois hors gabarit (supérieur à 4,40 m) et fonctionne comme un itinéraire d'échappatoire pour franchir la ligne 400 000 volts. Le trafic relevé sur ce PN correspond au trafic des véhicules de la RD 40 qui ont une hauteur supérieure 4,40 m (convois de paille, d'animaux vivants, de transport de charpente, ...).

A noter qu'une étude de suppression des PN 114 et PN 115 sur la commune voisine de VENDEUVRE est également étudiée. Lors de cette réunion préparatoire, il a été précisé que si cette étude devait aboutir, il serait demandé qu'un aménagement soit réfléchi au niveau de la RD 40 à SAINT-PIERRE-EN-AUGE, pour prendre en considération les flux qui y seraient reportés.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE de maintenir le PN 116 ;
- PRECISE que si les PN 114 et 115 situés sur la commune de VENDEUVRE étaient supprimés et donc, la circulation automobile renvoyée vers la RD 40, les aménagements routiers nécessaires qui en découleraient devront être financés par SNCF Réseau ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document afférent et à effectuer les démarches nécessaires.

Madame Françoise FRANÇOIS expose :

Nous avons été saisis par les représentants de la Paroisse SAINT-WAMBERT concernant les conditions de prise en charge des frais de chauffage de l'Abbatiale.

A l'heure actuelle, la Paroisse est titulaire du contrat de fourniture d'énergie. Elle supporte par conséquent les frais de chauffage pour les manifestations communales, telles que les concerts.

La facturation 2017 s'est élevée à 4 611 €.

La Commune, quant à elle, alloue, conformément aux choix historiques des communes déléguées, des indemnités de gardiennage s'élevant au total à 2 415 €.

Afin de régulariser cette situation, notamment concernant les frais inhérents aux manifestations communales, il vous est proposé de conclure une convention avec la Paroisse dont les principaux termes seraient :

- **Durée** : illimitée
- **Electricité** (*Abonnement et consommations*) : prise en charge dans la limite de la consommation annuelle de référence de 9 219 kWh. Au-delà de cette limite, un avenant à la convention sera conclu afin que la Paroisse assume les consommations supplémentaires.
- **Gardiennage** : abandon des versements des indemnités de gardiennage pour l'ensemble du territoire communal.

✕ *Monsieur BUFFET demande en quoi consistent les frais de gardiennage.*

Madame FRANÇOIS explique qu'il s'agit plutôt d'indemnités versées pour la tenue des églises.

✕ *Monsieur HERICHER demande combien de manifestations ont lieu chaque année.*

Madame FRANÇOIS explique que le planning est irrégulier, elle précise qu'il peut s'agir de 2 à 3 par hiver, et pour information, que 2 à 3 heures de chauffage s'élèvent à environ 150 €.

Après en avoir délibéré, par 70 voix POUR, 1 voix CONTRE et 1 ABSTENTION, le Conseil Municipal :

- APPROUVE la passation de cette convention ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

**9 CONSTRUCTION D'UN SKATE PARK
– CHOIX DE L'ENTREPRISE ET DEMANDE DE SUBVENTION**

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre des travaux préparatoires à l'élaboration du budget primitif 2017, nous avons décidé de réaliser un terrain de Skate Park sur la commune déléguée de Saint-Pierre-sur-Dives, au regard d'un nombre croissant de jeunes adeptes de cette discipline qui, actuellement, utilisent le mobilier urbain à proximité de maisons d'habitation.

Suite à l'étude de faisabilité réalisée par l'équipe de maîtrise d'œuvre composée des cabinets INGE-INFRA et SPORTS ET VILLE, et à laquelle nous avons associé étroitement des jeunes pratiquants Pétruvien, le Conseil Municipal a confirmé lors de sa séance du 25 septembre, sa volonté de réaliser cet équipement, sur la base du plan de financement prévisionnel pour un montant total de 106 200 € H.T.

Réunie le 12 février 2018, la Commission d'Appel d'Offres a décidé de retenir l'offre de l'entreprise RHC et a souhaité engager une négociation.

A son terme, son offre s'élève à 95 000 € HT, à laquelle s'ajoute l'option « Incorporation d'un quartz coloré » pour 300 € HT.

Le plan de financement prévisionnel actualisé s'établirait ainsi comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL AU 15 FEVRIER 2018

EMPLOIS € HT		RESSOURCES € HT	
Travaux	95 000	Etat - Contrat de ruralité (DETR/DSIL - 30 %)	35 955
Eclairage Public (estimation)	8 000	Conseil Départemental (Contrat de Territoire - 40 %)	47 940
Maîtrise d'œuvre	11 700		
Divers et aléas (5% du montant des travaux)	5 150	Autofinancement 30 %	35 955
TOTAL HT	119 850	TOTAL	119 850

* Madame FERRAND, compte tenu des débats précédents, considère que ce projet devrait être reporté.

Monsieur le Maire répond qu'il convient de demander ces subventions. Au vu des résultats de financement obtenus, nous déciderons ou non, du lancement de cette opération.

Après en avoir délibéré, par 53 voix POUR, 15 voix CONTRE et 4 ABSTENTIONS, le Conseil Municipal :

- PREND ACTE du choix de l'entreprise ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer les marchés afférents ;
- APPROUVE le plan de financement présenté ;
- SOLLICITE auprès de l'Etat, une subvention au titre de la DETR 2018 ou DSIL, étant précisé que cette opération est inscrite au contrat de ruralité.

Monsieur Jean-François MASSON expose :

La Commission Voirie réunie en séance ce 22 janvier, a établi le tableau suivant, identifiant le programme Voirie 2018.

Commune Déléguée	Nom de la voie	Longueur	Revêtement actuel	Etat et proposition	Classement des Voies
HIEVILLE	VC 103 la Martellerie	0 KM 175	enrobé-émulsion	mauvais état rte déformée, beaucoup de fissures, sol argileux	liaison
St GEORGES EN AUGÉ	VC 4	1 KM 250	enrobé	mauvais état flasch, fissures, faïençage	liaison
MONVIETTE	VC 4 rte du Billot	1 km 300	enrobé-émulsion	mauvais état fissures, flasch, faïençage	liaison
MONVIETTE	VC rte de Viette	0 KM 950	émulsion	mauvais état rte déformée, fissures (prévoir enrobé)	liaison
BERVILLE	VC 201 la Pature	1 KM 475	enrobé-émulsion	Mauvais état ,émulsion mauvais déformée, flachs, prévoir en enrobé	liaison
St MARTIN/FRESNAY	VC 1	2 KM 364	enrobé-émulsion	Mauvais état	liaison

A l'issue des estimations, le programme de travaux Voirie 2018 se décomposerait ainsi comme suit :

EMPLOIS € HT		RESSOURCES € HT	
Programme en prestation	166 107	Etat (DETR 40 %)	132 223
Programme en Régie	164 452	Autofinancement	198 336
TOTAL HT	330 559	TOTAL	330 559

- * Monsieur le Maire souhaite préciser qu'il s'agit d'un projet afin de demander des subventions, le programme 2018 sera revu au moment du Budget Primitif.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE l'engagement de cette opération en 2018.
- SOLLICITE une subvention auprès de l'Etat au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux.
- AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches afférentes.

11 EFFACEMENT DES RESEAUX
– COMMUNE DÉLÉGUÉE DE BRETTEVILLE-SUR-DIVES – RUE DE LA DIVES

Monsieur Daniel ROUGET expose :

Le Syndicat Départemental d'Energies du Calvados (SDEC ENERGIE) nous a remis le dossier relatif à l'effacement des réseaux de distribution d'électricité, d'éclairage et de télécommunication de la commune déléguée de BRETTEVILLE-SUR-DIVES, rue de la Dives.

Le coût total de cette opération est estimé, sur les bases de cette étude préliminaire, à **85 721.89 € TTC**.

Le taux d'aide sur le réseau de distribution électrique est de 50 %, sur le réseau d'éclairage de 50 % (avec dépense prise en compte plafonnée à 75 € par ml de voirie) et 50 % sur le réseau de télécommunication.

Sur ces bases, la participation communale est estimée à **39 749.26 €** selon la fiche financière jointe, déduite des participations mobilisées par le SDEC ENERGIE.

✘ *Monsieur MOREL demande si cette opération sera réalisable en 2018.*

Monsieur ROUGET explique qu'il en doute, compte tenu du programme actuel du SDEC.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- CONFIRME que le projet est conforme à l'objet de sa demande,
- SOLLICITE l'examen du dossier en vue de son inscription au programme départemental d'intégration des ouvrages dans l'environnement,
- SOUHAITE le début des travaux pour la période suivante : 3^{ème} trimestre de l'année 2018.
- PREND ACTE que les ouvrages seront construits par le SDEC ENERGIE sauf le câblage de télécommunication par Orange, celui-ci restant propriétaire de son réseau,
- S'ENGAGE à voter les crédits nécessaires en fonction du mode de financement choisi,
- DECIDE du paiement de sa participation :
 - en une fois, à la réception des travaux (section de fonctionnement)
- S'ENGAGE à verser sa contribution au SDEC ENERGIE dès que les avis seront notifiés à la commune,
- PREND NOTE que la somme versée au SDEC ENERGIE ne donnera pas lieu à récupération de TVA,
- S'ENGAGE à verser au SDEC ENERGIE le coût des études pour l'établissement du projet définitif en cas de non engagement de la commune dans l'année de programmation de ce projet. Ce coût est basé sur un taux de 3 % du coût total HT, soit la somme de 2 143.05 €,
- AUTORISE le Maire à signer les actes nécessaires à la réalisation de ce projet,
- PREND BIEN NOTE que le coût de ce projet est susceptible d'évoluer en fonction de l'étude définitive, de la nature du sous-sol ou suite à des modifications demandées lors de l'élaboration du projet définitif ou d'un changement dans les modalités d'aides.

12 PARTICIPATION PATRONALE AU FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS

Madame Danièle VESQUE expose :

VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

La Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Le décret n° 2011-1474 du 08 novembre 2011 modifié relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

L'avis de la Commission Administration Générale, Ressources Humaines et Urbanisme réunie le 22 janvier 2018,

L'avis favorable du Comité technique en sa séance du 1^{er} février 2018,

CONSIDERANT

Que le décret susvisé permet aux collectivités territoriales de verser aux agents une participation financière à leur dépense « santé », notamment, à la condition que la mutuelle contractée soit labellisée,

Que cette participation patronale peut être modulée en fonction de la situation sociale et familiale des agents,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE de reconduire les montants mensuels actuellement versés aux agents de SAINT-PIERRE-SUR-DIVES depuis le 25 octobre 2012 et de l'étendre à l'ensemble des agents de SAINT-PIERRE-en-AUGE, soit :
 - 12,00 € pour l'agent,
 - + 6,00 € si conjoint,
 - + 5,00 € par enfant.

13 REGLEMENT DU TEMPS

Madame Danièle VESQUE expose :

VU

Le Code du Travail,

Le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

La Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

CONSIDERANT QUE

Le temps de travail est un levier essentiel de l'adaptation du service public aux besoins des usagers, avec un examen régulier des horaires d'ouverture des services au public et une meilleure organisation du travail,

Ce projet de règlement du temps rappelle les grands principes de la réglementation applicable aux obligations annuelles de travail, aux autorisations spéciales d'absence, aux modalités d'attribution des jours de réduction du temps de travail, aux heures supplémentaires et aux astreintes, notamment,

L'avis du Comité Technique a été requis le 16 janvier 2018, le 1^{er} et 15 février 2018,

- ✗ *Madame VESQUE présente les dernières modifications apportées par le Comité Technique le 15 février.*

Madame FERRAND précise que la Commission Administration Générale, Ressources Humaines et Urbanisme réunie en séance le 22 janvier, a été consultée sur ce projet, mais sans connaître le contenu au préalable et qu'elle n'a pas donné son approbation sur les modalités présentées ce jour de Conseil. Par ailleurs, le Comité Technique, réuni à 3 reprises, n'a pas obtenu d'avis favorable du collège du Personnel. Compte tenu du mouvement de grève qui a suivi, elle souligne qu'un passage en force de ce règlement serait dommageable, et qu'il conviendrait plutôt de reprendre les négociations et respecter la charte et les acquis ainsi qu'il en avait été convenu au moment du passage en commune nouvelle.

Madame VESQUE rappelle que l'analyse du règlement Temps a été réalisée, en Commission Administration Générale, point par point, de façon détaillée et qu'il n'est pas possible de négocier sur des points qui ne s'avèreraient pas conformes aux statuts de la Fonction Publique Territoriale.

Monsieur le Maire dénonce ce revirement de situation depuis ce 22 janvier, alors que les documents communiqués à cette occasion n'ont, depuis, fait l'objet d'aucune remarque des élus de la Commission Administration Générale.

Madame MAURICE rappelle que les documents n'ont été remis qu'au moment de la Commission.

Madame VERSAVEL précise que l'ensemble des points a été survolé et qu'il est difficile, sans réflexion concertée, de statuer, sur des acquis.

Madame VESQUE procède alors à un rappel oral des points ayant évolué depuis cette Commission.

Monsieur le Maire précise que le 13^{ème} mois a été étendu à l'ensemble des personnels sans attendre le Comité Technique.

Madame VERSAVEL regrette le manque de dialogue élargi autour de ce règlement du Temps et demande qu'il soit reporté.

Madame VESQUE indique qu'il a été procédé à l'harmonisation des avantages à tous les agents.

Monsieur DAIGREMONT remarque que ce règlement ne sera mis en application qu'au 1^{er} avril, quel serait l'impact de ne pas procéder au vote ce jour ?

Monsieur PEYNARD demande quelles mesures justifient les modifications apportées ce jour.

Monsieur le Maire explique qu'il souhaite modifier l'heure de fermeture le midi, à 12 heures, afin de permettre une ouverture jusqu'à 17 heures 30, de l'Accueil de la Mairie. Cet horaire sera appliqué toutefois à l'ensemble des Services Administratifs.

Madame FERRAND indique qu'il semble inutile d'énumérer les différents points et qu'il convient de revoir ce sujet en Commission.

Madame VESQUE s'oppose à négocier sur la majoration des heures supplémentaires, ramenée de 1 heure 15, historiquement, à 1 heure, pour 1 heure travaillée, en semaine.

Monsieur le Maire se refuse à reporter le vote au Conseil du 27 mars, indiquant qu'il n'entend pas statuer sur des points non réglementaires.

- ✗ *Madame KONCEWIECZ indique que depuis 2008, le lundi de Pentecôte est férié.*

Après en avoir délibéré, par 10 voix CONTRE et 15 ABSTENTIONS, le Conseil Municipal :

- ADOPTE le présent règlement du temps, à compter du 1^{er} avril 2018.

14 TABLEAU DES EFFECTIFS

Madame Danièle VESQUE expose :

VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

La Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Le dernier tableau des effectifs approuvé par le Conseil Municipal dans sa séance du 30 octobre 2017,

CONSIDERANT

Que l'évolution des missions des services et des carrières des agents nécessite l'adaptation et la création de certains postes,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE la création des postes suivants :
 - 1 poste de technicien territorial,
 - 1 poste de gardien de Police Municipale,
 - PROPOSE au Conseil Municipal de valider le tableau des effectifs au 1^{er} mars 2018 ;
 - DIT que les crédits sont prévus au budget.
- ✖ *Madame VERSAVEL demande s'il s'agit de création de postes.*
Madame VESQUE répond qu'il convient de remplacer des personnels partant en retraite.
- ✖ *Madame VESQUE indique que le poste de technicien a été décidé dans le but d'optimiser le fonctionnement des Services Techniques.*
Monsieur TIRARD demande si un personnel, sur le terrain, n'aurait pu bénéficier d'une promotion.
Monsieur le Maire précise qu'il a été souhaité de recruter plutôt une personne de métier.

15 CONVENTION 2018 D'OCCUPATION DE LA HALLE MEDIEVALE, DES HALLETTES ET DES LOCAUX SANITAIRES ANNEXES POUR LE SALON DES ANTIQUAIRES

Monsieur Hubert PITARD-BOUET expose :

Il convient de renouveler la convention concernant la location de la Halle médiévale, des Hallettes et des locaux sanitaires annexes appartenant à la commune déléguée de SAINT-PIERRE-SUR-DIVES, avec Monsieur BUFFARD domicilié à Hubert Folie, pour l'organisation mensuelle du Salon des Antiquaires.

Le montant de la location est fixé à 360 € par mois.

Il s'agit du salon des antiquaires qui se déroule le premier dimanche de chaque mois de 9 heures à 19 heures.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- APPROUVE cette convention avec Monsieur BUFFARD, moyennant un loyer mensuel de 360 €, pour la location de la Halle médiévale, des Hallettes et des locaux sanitaires appartenant à la ville, d'une durée d'un an renouvelable tacitement, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2018. Elle expirera au plus tard, le 31 décembre 2020.
- AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

Monsieur Daniel ROUGET expose :

Afin de faire face à des difficultés de trésorerie du C.C.A.S., établissement public, personne morale de Droit Public autonome, il est proposé d'allouer une avance de la subvention 2018 d'un montant de 50 900 €.

× *Madame FERRAND souhaite lire au Conseil la déclaration suivante :*

A propos du transfert du service des aides à domicile du CCAS de Saint Pierre en Auge à l'ADMR.

Un débat nécessaire

Lors du dernier conseil d'administration du CCAS en date du 24 novembre 2017, dont nous n'avons toujours pas le CR, vous avez annoncé votre intention d'étudier la question du transfert des aides à domicile de notre commune vers l'association ADMR.

A cette époque, vous nous avez seulement expliqué que depuis la mise en place de la Commune Nouvelle, il serait bon de rationaliser le service rendu aux usagers, en regroupant les acteurs au sein d'une structure unique, l'ADMR.

Selon les propos tenus à la dernière conférence des maires, vous avez choisi de ne pas en informer le Conseil Municipal, prétextant que le Conseil et le CCAS sont des entités séparées.

Certes, mais même si le CCAS se gère indépendamment de la Commune, le service des aides à domicile demeure **une mission fondamentale de solidarité et de proximité.**

Cette mission sociale, gérée de tradition par les communes, devrait faire l'objet d'un débat approfondi en Conseil car il s'agit d'un axe important de **la politique sociale de notre commune.**

Conséquences du transfert

Rappelons que vous choisissez, avec votre groupe d'adjoints, de mettre fin très rapidement à un service qui existe dans notre commune depuis plus de 40 ans, et comprenez que cela suscite des interrogations.

Les habitants de notre commune qui sollicitaient le CCAS trouveront-ils des prestations identiques en s'adressant à l'ADMR ?

Rappelons qu'il s'agit surtout de personnes âgées dépendantes aux revenus très modestes dans leur grande majorité.

Quelles sont les motivations de ce transfert ?

Des soucis de budget ?

La rumeur dit, faute de preuves données aux élus, que ce service est déficitaire. Peut-être mais rappelons qu'un service social, comme tous les services rendus à la population, n'a pas vocation à rapporter de l'argent.

Où seront les économies d'ailleurs puisque la commune continuera à payer les salaires et avantages du personnel transféré ?

Il y a plus encore :

Le projet de convention stipule qu'à tout moment l'une des 3 parties impliquées, la commune, l'ADMR ou le personnel, peut **rompre le contrat établi** et revenir à la situation antérieure.

Que se passera-t-il alors si cela arrivait ?

Que ferions nous d'un personnel payé sans pouvoir lui fournir de travail immédiat dans la collectivité, alors que tous les demandeurs auront été orientés vers l'ADMR ?

Votre décision fait courir **un risque financier** non négligeable à notre commune

En conclusion :

Nous vous demandons de pouvoir examiner sereinement l'ensemble des problèmes posés par ce projet et de nous fournir tous les éléments pour juger de la pertinence de ce transfert.

L'Opposition municipale

- * Madame PRALUS demande de combien sera cette avance de subvention.

Monsieur ROUGET précise qu'il est demandé un montant d'avance de 50 900 €.

Madame FERRAND indique que ce sujet n'a pas été abordé lors de la réunion du Conseil d'Administration, le 24 novembre.

Monsieur le Maire précise que tous les membres du Conseil d'Administration présents étaient cependant d'accord sur la situation délicate du C.C.A.S. et cette orientation. Il évoque une désaffection des bénéficiaires vers l'ADMR et craint le manque d'activité pour le personnel, dont 3 n'ont pas de permis pour se rendre chez les bénéficiaires. Il rappelle aussi des problèmes de remplacement lorsque 5 agents ont été placés en arrêt maladie à la même période et que les besoins ne pouvaient être pris en charge.

Il explique que depuis le 01/01/2018, le déficit actuel atteint 9 000 € par mois. En cas de transfert vers l'ADMR, le personnel serait, ou reclassé, ou mis à disposition avec un remboursement du montant de leurs traitements. Il précise encore que l'ADMR intervient en partenariat avec un infirmier.

Madame FERRAND souligne que ces pistes de réflexion n'ont pas été développées en séance du 24 novembre.

- * Monsieur LIARD explique les modalités de prise en charge de la prestation de l'ADMR pour les bénéficiaires.

- * Madame VERSAVEL regrette que l'information dispensée aux aide-ménagères n'ait pas été suffisamment précise.

Monsieur le Maire rappelle les explications fournies aux agents.

- * Madame VERSAVEL demande que soit fourni, en appui de cette demande d'avance de subvention, un rapport d'activité du CCAS.

Madame MAYMAUD remarque que la Communauté d'Agglomération alloue des subventions sans bilan d'activités.

Madame VERSAVEL rappelle que la commune alloue ses subventions sur rapport d'activité.

- * Madame PRALUS demande que soit précisé le montant du déficit du CCAS.

Monsieur ROUGET répond que le déficit est de 50 000 €

Madame PRALUS, au vu des éléments comptables qu'elle a rassemblés, explique que le déficit n'est pas de 50 000 €, elle propose d'être reprise en cas d'erreur :

« Le CCAS relève de 2 comptes : le compte M22 qui est celui des aide-ménagères et le compte administratif. Le service social compte 2 types d'agents : 2 agents administratifs pour un total de 1,8 ETP et environ 10 agents sociaux pour un total de 5,6 ETP.

A l'analyse des comptes, on constate que l'ensemble de la charge salariale des 1,8 ETP administratifs est affectée au compte des aides ménagères. Cela signifie que la gestion des plannings occupe 2 salariés pour 63 h/semaine ».

Monsieur le Maire précise que ces agents ne font pas que cela, qu'ils effectuent d'autres tâches.

Madame PRALUS termine son intervention :

« Dans ce cas, il faut affecter la charge où elle est réellement. Si l'on considère que la masse salariale approximative des ETP administratifs est de l'ordre de 30 000 à 35 000 €, cela réduit d'autant le déficit. Le déficit réel du service serait alors de 10 000 € à 15 000 € et non 50 000 € comme annoncé. »

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE d'allouer au C.C.A.S. une avance d'un montant de 50 900 € sur la subvention 2018.

- ✘ *Madame MAYMAUD, Conseillère Départementale, souhaite présenter 2 informations concernant SAINT-PIERRE-en-AUGE :*
 - *Les travaux du giratoire, entre la route de BRETTEVILLE et LIVAROT, débuteront en mai-juin.*
 - *Les travaux de l'EHPAD Saint-Joseph débuteront fin 2018 pour une livraison en 2020.*

- ✘ *Monsieur TIRARD demande quelle réponse a été donnée à la demande de subvention pour le départ du Tour de Normandie.*

Madame MAYMAUD informe que la réponse est négative. Le Département ne peut intervenir à 2 niveaux : il soutient déjà l'épreuve et un soutien complémentaire risquerait de provoquer un précédent.

- ✘ *Madame LAURENT demande quand les panneaux de rue seront posés.*

Madame MAYMAUD explique que des anomalies ont été relevées sur le fichier de travail, qui a dû être rectifié et quelque peu retravaillé. Un courrier rectificatif sera remis aux usagers par le facteur, sur sa tournée, avec un nouveau certificat d'adressage.

Les plaques de rue et celles avec numéro seront mises en place, sur rendez-vous en cas d'absence des usagers.

- ✘ *Monsieur GASNIER remarque que les courriers de la commune sont toujours effectués aux anciennes adresses.*

- ✘ *Madame VERSAVEL manifeste son mécontentement par rapport à la prestation, payante, effectuée par la Poste, et souligne que 10 habitations n'ont pas été recensées sur sa commune. Elle précise avoir rendez-vous le lendemain, à cet effet, à LIVAROT.*

- ✘ *Madame MAURICE annonce avoir obtenu gain de cause auprès du Tribunal Administratif dans le litige l'opposant à la commune depuis novembre 2016 et concernant un permis de construire délivré à tort pour une habitation voisine. Elle demande à Monsieur le Maire de présenter des excuses, suite à des propos qu'elle estime mensongers.*

Monsieur le Maire indique qu'il n'a jamais autorisé cette construction.

- ✘ *Il est fait état de plusieurs problèmes d'adressage, notamment route de CREVECOEUR.*

Madame MAYMAUD confirme qu'il convient de remonter ces différents dysfonctionnements afin d'optimiser le cadre d'intervention des Services de secours.

Plus aucune question n'étant posée, la séance est levée à 23 heures 50.